Négocier, célébrer et commémorer la paix au Salvador
David Garibay

To cite this version:

HAL Id: halshs-00195908
https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00195908
Submitted on 11 Dec 2007

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers. L’archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.
Négocier, célébrer et commémorer la paix au Salvador

David Garibay
Université Lumière Lyon 2, Triangle, david.garibay@univ-lyon2.fr
Article paru dans la revue Mots, 85, novembre 2007, p.65-79

Le 16 janvier 2007, le Salvador fête le 15ème anniversaire de la signature de l’Accord de paix, signé à Mexico (Mexique) entre le gouvernement salvadorien et le Frente Farabundo Martí para la Liberación Nacional (FMLN). Ce texte met fin à douze ans d’une guerre civile entre un régime soutenu par les États-Unis et une guérilla révolutionnaire. Le conflit a fait près de 80000 victimes, dont deux tiers civiles, et un million de déplacés, dans un pays de 5,5 millions d’habitants. Outre le cessez-le-feu, la démobilisation de la guérilla, la réduction de moitié des effectifs de l’armée, la dissolution des bataillons anti-insurrectionnels et des unités de police militaire, la création d’une nouvelle police civile et des mesures de réinsertion pour les anciens combattants, le texte prévoit des réformes politiques et la création d’une Commission de la vérité.

D’un point de vue militaire et politique, l’accord se solde par un succès. Aucun affrontement n’a lieu après le cessez-le-feu et, en dépit de tensions, la démobilisation des deux bords est effective. À la suite de la réussite électorale du parti issu de la guérilla, le panorama partisan est aujourd’hui polarisé selon le clivage qui était au cœur du conflit, sans que cela ne remette pour autant en question la paix. Le parti Alianza Republicana Nacionalista (ARENA) représente les intérêts des secteurs les plus modernes de l’élite économique, tout en obtenant un soutien électoral important, en faisant la synthèse entre des orientations politiques sécuritaires, un néo-libéralisme économique et une politique étrangère alignée sur Washington. Le FMLN, devenu parti, assume sa continuité avec l’organisation armée et affiche ses orientations révolutionnaires et socialistes. ARENA a remporté haut la main toutes les élections présidentielles depuis 1989, mais les deux partis sont à égalité à l’Assemblée législative depuis 1997 et le FMLN gouverne les principales villes du pays.

Dans ce contexte de forte polarisation politique héritée de la période de la guerre civile, il s’avère particulièrement intéressant d’analyser comment, depuis quinze ans, ces deux formations évoquent, dans leurs discours, le conflit armé et sa résolution négociée, et quelle importance ils accordent à ces deux éléments dans la vision de leur trajectoire partisane et de leur identité militante. En effet, ces partis sont à la fois issus du clivage de la guerre civile et acteurs du processus de paix. Or, tous deux entretiennent une mémoire militante du conflit armé qui influence leur interprétation des Accords de paix. Afin d’étudier la manière dont les deux principaux partis
utilisent la référence au conflit et à sa résolution, l’analyse de discours aborde trois étapes de cette évolution, à partir de trois corpus, les textes officiels des Accords de paix, puis, les allocutions prononcées à l’occasion de leur signature par les plus hauts responsables de deux camps, et enfin les discours produits à l’occasion des commémorations récentes de ces mêmes Accords. Ce corpus comprend plusieurs genres de discours associés à des dispositifs de communication relativement proches : des textes à caractère officiel dont le contenu a été négocié sous l’égide d’acteurs internationaux, des discours de célébration, puis des discours de commémoration (Maingueneau 2005). Les contraintes institutionnelles s’avèrent fortes sur les deux premiers, plus relâchées sur les derniers ; les trois genres renvoient cependant à des pratiques verbales à la fois codifiées et routinisées.

L’analyse des textes des Accords de paix permet, en effet, de voir comment y est défini le conflit armé, mais également comment sont présentées ses raisons et ses conséquences. Ces textes sont le résultat de longues et délicates négociations, et les termes employés ont été choisis pour leur caractère le plus neutre et le moins polémique possible. Or, ce choix peut être analysé comme une stratégie discursive d’euphémisation non seulement de l’affrontement armé mais surtout de la violence dans son ensemble : la réalité concrète du conflit est occultée afin de ne pas donner prise à une contestation du texte par l’une des parties.

Cette situation facilite le fait que les deux anciens belligérants cherchent, dès la célébration de l’acte de signature de la paix, à imposer son interprétation particulière des textes et plus largement du processus en cours. À l’occasion de la cérémonie de signature, le 16 janvier 1992, les interventions des deux parties s’inscrivent dans le cadre d’une interprétation consensuelle : les Accords de paix seraient l’instrument permettant de dépasser non seulement le conflit armé (caractérisé par le recours à la violence politique) mais également ses causes (l’absence de libertés politiques, les inégalités sociales). Pourtant, derrière cet affichage, la manière d’évoquer les attentes exprime la recherche de nouveaux positionnements dans un champ politique en plein bouleversement. On passe ici d’un discours de type quasi-diplomatique à un discours partisan en gestation.

évolution militante, dans laquelle la rhétorique de la mobilisation, hier armée et aujourd'hui électorale, sert de fil conducteur (Lavabre 1993).

1) *Négocier la paix en écartant le conflit*

L'analyse de l'ensemble des Accords de paix permet de comprendre comment y est présenté le conflit que ces textes prétendent résoudre. La négociation, qui dure de septembre 1989 à décembre 1991, sans cessez-le-feu, se fait sur la base d'accords thématiques partiels dont les acquis sont intégrés dans l'Accord final1. Cette progression permet de montrer l'évolution des termes employés, et la rapide imposition d'une volonté d'éviter toute référence au vocabule martial. Pendant la négociation, chaque partie essaye d'imposer non seulement ses priorités, mais surtout sa compréhension de la situation, dans une approche où l'autre acteur est considéré comme illégitime. Ainsi, lors d'une des premières rencontres, chaque partie donne son interprétation du conflit. Le vocabulaire utilisé rend compte de la distance (voir encadré 1) : pour le gouvernement, les hostilités sont définies d'abord et avant tout par des actions (« agressions », « actes hostiles », « actions psychologiques, armées et conspiratives » contre un « régime de droit »), les auteurs étant laissés dans le flou. Par contre, la guérilla identifie d'abord les auteurs des hostilités, l'État et les forces armées, qui commettent contre les citoyens des « mesures répressives », des « violations aux droits de l'homme », et dont le comportement se résume à la « restriction des libertés démocratiques », dans une situation d'« impunité ».

**Encadré 1 : Les compréhensions du conflit par les parties en présence (San José, 1989)**

« La délégation gouvernementale, à partir de l'affirmation qu'il existe un régime de droit et qu'il convient d'en assurer la sécurité, comprend les hostilités comme toute agression ou acte hostile qui affecte la vie nationale dans les domaines politique, économique, social et militaire à travers des actions et de techniques psychologiques, armées et conspiratives contre tout objectif civil et militaire et particulièrement les actions, sabotages et hostilités qui affectent la population civile ».

« Le FMLN comprend les hostilités, non seulement en ce qui concerne l'affrontement militaire entre les parties, mais également les actes d'hostilités de l'État et des forces armées contre les citoyens, exprimés à travers des mesures répressives, des violations aux Droits de l'homme, des restrictions aux libertés démocratiques, l'existence d'une impunité des autorités civiles et militaires et tout type d'actes qui

---

contribuent à générer des mécanismes d'autodéfense qui conduisent à la violence sociale et militaire de la société ».

Pour éviter de donner prise à des interprétations partisanes, les représentants des Nations unies vont chercher par la suite à éviter dans la formulation des Accords tout terme qui puisse porter à controverse, dans un contexte rendu d’autant plus difficile que l’avancée de la négociation suppose une forme d’équilibre militaire qu’il est impossible de rendre explicite. La volonté de neutralisation à l’œuvre dans les textes des Accord de paix est particulièrement manifeste : les textes font l’usage le plus limité possible de termes renvoyant à la confrontation militaire et ne vont jamais chercher à caractériser le conflit, à évoquer ses causes ou à rappeler ses conséquences.

Les lexies « guerre » et « guerre civile » ne sont jamais mentionnées dans les Accords de paix. « Guerre » n’apparaît qu’à six reprises dans tout le corpus et exclusivement dans des contextes qui ne renvoient pas à la situation d’affrontement, comme les « blessés de guerre » (New York, 1991), ou bien à plusieurs reprises dans le statut de la nouvelle police civile. Cette absence est explicable dans un accord de paix pour lequel les Nations unies ont un rôle en matière d’encadrement et de médiation du processus. En droit international, la lexie « guerre civile » n’a juridiquement aucune signification, et ce sont davantage les expressions de « conflit armé interne » ou de « conflit interne » qui sont utilisées, en particulier depuis la Convention de Genève. Les accords emploient la lexie « conflit armé » qui apparaît dès le premier texte dans la présentation de l’objectif général de la négociation : « le gouvernement et le FMLN dialogueront dans un effort de rapprochement par la négociation afin de mettre fin par la voie politique au conflit armé dans le délai le plus court possible, de favoriser la démocratisation du pays, et de réunifier la société salvadorienne » (Mexico, 1989). Cet usage dans le texte initial impose le recours à cette lexie dans tous les accords suivants.

Dans l’ensemble du corpus, le terme « conflit » apparaît à 25 reprises, dont 19 dans la lexie « conflit armé ». Il est également présent sous sa forme adjectivée « conflictuel », mais avec un usage particulier : les 18 occurrences sont toutes liées à la lexie « zones conflictuelles », employée pour désigner les régions affectées par le conflit armé. Le terme, comme substantif ou adjectif, n’est jamais défini, et aucune précision n’est apportée sur ce qui le caractérise (pertes humaines, déplacement de populations, destructions d’infrastructures, etc.). Ses récurrences évoquent sa fin ou sa conclusion, ou bien permettent de rendre compte de situations exceptionnelles qui vont se terminer avec la paix : la réduction des effectifs de l’armée est effectuée seulement parce que le conflit armé a obligé à une augmentation des effectifs et « concerne les unités créées comme conséquence du conflit » (Mexico, 1992).

2 Pour l’ensemble de cet article, le décompte des occurrences inclut le terme et ceux de sa famille lexicale.

Les textes n’évoquent à aucun moment les effets directs du conflit (pertes humaines, déplacements, etc.). Le recours au terme «violence» aurait pu rendre compte des effets du conflit, sans qu’il ne constitue une mise en accusation particulière, du fait de son degré de généralité. Mais il est également quasiment absent du corpus, n’appraisant qu’à cinq reprises, dont quatre dans les parties consacrées à la Commission de la vérité.


3 Comme il a été mentionné, le texte prévoit la création d’une Commission de la Vérité, qui «aura à sa charge l’éclaircissement de faits graves de violence qui se sont déroulés depuis 1980» (Mexico 1991).


L’emploi de termes cherchant à réduire le caractère polémique de l’affrontement armé apparaît caractéristique d’un processus de négociation mené sans cessez-le-feu, entre deux acteurs qui ne sont pas parvenus à s’imposer à l’autre militairement et avec un médiateur au rôle important. Une fois la paix signée, acteurs et médiateur peuvent employer des termes moins neutres. Mais cela a comme conséquence centrale : les Accords de paix n’imposent pas une interprétation du conflit, de ses causes et de la place de violence. L’absence d’un cadre d’interprétation commun ouvre d’autant plus les possibilités pour chacun des acteurs à imposer sa propre compréhension du processus et de la place qu’il y a occupé.

2) Célébrer la paix : remettre le conflit au centre du processus

En dépit de la neutralité des termes employés, les Accords de paix apparaissent comme le texte qui formalise le passage d’un régime civil fondé sur des élections limitées dans un contexte de guerre civile à une démocratie pluraliste dans une situation de paix. En l’absence d’un processus constituant, ou d’une validation par référendum, la signature par les deux parties confère à ces
textes un statut particulier. Le gouvernement et le FMLN deviennent ainsi les seuls acteurs qui peuvent proposer une interprétation des accords parée de leur légitimité de signataires.

De ce fait, il est intéressant d’analyser comment ils célèbrent la signature de la paix, alors même que le texte est vidé de toute interprétation potentiellement conflictuelle. En effet, dans la mesure où il vise à être consensuel, cet acte pourrait poser les bases d’une forme de commémoration nationale. Néanmoins, les discours prononcés à cette occasion signalent déjà les positions que les deux acteurs cherchent à occuper.

Lors de la cérémonie de signature des Accords de paix, le 16 janvier 1992, le Président Alfredo Cristiani, et l’un des dirigeants du FMLN, Shafik Hándal, prono...
nécessaires pour permettre le libre jeu des idées, le développement naturel des différents projets politiques dérivés de la liberté de pensée et d’action, en synthèse l’absence d’un véritable schéma démocratique de vie ». Le Président ne se contente pas seulement d’aller au-delà de l’explication traditionnelle de la droite, selon laquelle le conflit est explicable seulement comme une agression de la part de la guérilla. Il souligne que la crise a eu des raisons sociales, économiques et politiques : « si auparavant nous parlions d’une démocratie naissante, désormais, à partir de l’accord formalisé de manière solennelle ce jour, nous pouvons dire que la démocratie salvadorienne nous appartient à tous et que nous devons tous participer à son développement et son approfondissement progressif ».

La nouveauté dans la position du FMLN ne réside pas dans un changement par rapport à son interprétation antérieure mais dans l’emphase donnée à la question de la démocratie par rapport à d’autres themes : celle-ci apparaît comme l’une des principales raisons qui ont conduit à l’insurrection et la principale conquête obtenue dans la négociation. S. Hándal rappelle que « la signature des Accords de paix marque l’aboutissement d’une étape décisive dans la longue et héroïque lutte du peuple salvadorien pour ses idéaux de liberté, démocratie, dignité humaine et progrès ». Mais cette lutte aux objectifs multiples va être résumée à la place principale accordée à la question de la possibilité d’une expression pluraliste comme principale réussite du processus de paix : « le principal dans ce résultat est la fin de l’hégémonie militaire sur la nation civile, la fin d’une très longue époque durant laquelle les idéaux libéraux des héros de notre indépendance ont été bafoués au profit d’une minorité opulente, qui s’appuyait sur le recours à la force et est devenue insensible aux demandes d’un peuple laborieux et pauvre ». Cette centralité des questions institutionnelles est également réaffirmée dans les raisons de l’insurrection : « Durant de nombreuses années, et à plusieurs reprises, nous, les Salvadoriens, avons essayé de changer cette situation par des voies pacifiques, y compris électorales, mais ces portes ont été fermées. Il a été nécessaire de se soulever en prenant les armes pour ouvrir ces portes ». Cette emphase peut être opposée avec la quasi absence de l’évocation d’autres revendications, comme la justice sociale ou la redistribution des terres.

Ces discours de célébration convergent sur l’importance accordée aux nouvelles conditions créées par l’Accord et divergent sur l’interprétation de ce que vont permettre ces nouvelles conditions. Pour le Président, l’emphase est portée sur le sentiment d’une unité retrouvée. La signature de la paix est interprétée comme la recreation d’une unité nationale, par un processus qui privilégie l’harmonie et la recherche de consensus par l’existence d’une confiance mutuelle, sans pour autant effacer les différences internes. Les bases de la négociation qui ont permis de parvenir à un accord sont ainsi érigées comme exemplaires de ce qui pourra se dérouler dans l’avenir à l’échelle du pays pour y régler des conflits.
Il évoque ainsi l’accord comme « la grande fête de la paix », « une plate-forme d’harmonie ». Le texte établit « une paix authentique fondée sur le consensus social, sur l’harmonie fondamentale entre les secteurs sociaux, politiques et idéologiques et surtout sur une conception du pays comme une totalité sans aucun type d’exclusions ». Pour le Président, la cérémonie elle-même est représentative de la réconciliation de la nation : « le fait que pratiquement le pays entier soit représenté dans ce lieu est l’expression graphique et éloquente du fait que nous, les Salvadoriens, nous commencions à avoir confiance dans notre condition de compatriotes liés par un seul destin national ». Or cette invocation d’une unité nationale retrouvée, orchestrée par le gouvernement, s’accompagne également d’une certaine désincarnation, voire abstraction : ce nouvel ensemble subsume les acteurs particuliers, à la fois de la période de la guerre civile et de la période qui s’ouvre avec les Accords.

Cette rhétorique de réconciliation existe également dans le discours de S. Hándal, qui évoque à deux reprises « le nouveau consensus national », mais elle est secondaire. À une certaine modération programmatique, répond une volonté de rappeler la mobilisation politique, sociale et en particulier armée de l’organisation pendant la guerre civile. Or cette évocation est extrêmement précise : il rend ainsi un vibrant hommage « à tous ceux qui sont tombés, et aux victimes, à tout le peuple pour son sacrifice et son aide », en évoquant précisément le nom de plusieurs dirigeants et militants du FMLN pour les premiers, et différentes personnes connues ou anonymes, au rang de seconds. La mise en lien de « l’unité des rangs révolutionnaires » et du « martyr du peuple salvadorien » permet de donner une connotation populaire à la geste du FMLN. Ce discours de mémoire combattante donne l’occasion de revendiquer une place dans la société une fois la paix signée, portée par la mobilisation sociale au nom du souvenir de ceux qui sont morts et de la continuité de son projet politique. S. Händal prévient ainsi : « Nous n’arrivons pas à ce moment comme des brebis égarées ramenées au berceau, mais comme des promoteurs, mûrs et énergiques, des changements espérés depuis si longtemps par la majorité des Salvadoriens ».

Pour les deux acteurs principaux, la manière de célébrer la signature de la paix n’est pas une simple affaire de protocole. Elle donne l’occasion de proposer une interprétation de la période de la guerre civile, à partir de laquelle chacun se projette dans l’avenir. Si le gouvernement se dit être conscient des limites de sa propre action par le passé, il entend y remédier par la proclamation d’une unité retrouvée. Pour le FMLN, la célébration de la paix permet de voir comment certains éléments vont acquérir une importance nouvelle dans une rhétorique ancienne : l’acceptation de la démocratie libérale est revendiquée comme un acquis majeur de la lutte, qui permet de maintenir une posture de mobilisation.
3) **Commémorer la paix : échec d’une mémoire nationale et construction d’une identité partisane**


Le gouvernement maintient une célébration, mais en modifie la nature : jusqu’en 2000, elle a lieu au Cristo de la Paz, monument à la sortie de la capitale. En 2001, elle est annulée au dernier moment en raison de tremblements de terre. À partir de 2002, c’est dans différents lieux, marqués par le conflit, que les cérémonies se déroulent. La cérémonie évoque la signature de la paix, mais le thème sert à mettre en avant les actions gouvernementales (distribution de bourses en 2002, inauguration d’un pont en 2003, début d’un chantier en 2005). La volonté de contribuer à la reconstruction du pays est désormais plus liée à une réponse à des destructions liées à des catastrophes naturelles qu’aux conséquences du conflit armé. Cette logique aboutit en 2006 au fait que le gouvernement annonce la fin des cérémonies officielles, puisqu’il considère que « la question des Accords de Paix est considérée comme réglée »

Cette interprétation résume la commémoration des Accords à la question de la mise en œuvre. De manière plus large, l’abandon d’une cérémonie reflète l’absence de volonté du gouvernement de transformer la commémoration des Accords de paix en une célébration nationale.

Dès 2000, le FMLN organise des contre-commémorations, la plupart au Cristo de la Paz. Il ne s’agit pas pour le parti de prendre le relais d’une commémoration délaissée par le gouvernement : ces interventions sont pensées pour faire un bilan de l’action du parti et surtout une critique du gouvernement, à partir des Accords de paix. **« La journée de commémoration des 14 ans**

---

5 Sur les enjeux liés à la mise en place de commémorations, pour le cas français, voir Namer 1987.
6 Déclaration du ministre de l’Intérieur, in « A 14 años de los Acuerdos de Paz », La Prensa Gráfica, 16/01/2006.
de la signature des Accords de Paix ne cherche pas à être une commémoration historique, mais plutôt à analyser l’impact que les Accords de paix ont eu sur la construction démocratique du Salvador 14 années plus tard » (2006). Toutes les interventions sont construites à partir de la comparaison entre les objectifs énoncés par les Accords et la situation présente. En utilisant une référence incontestable, le FMLN donne un double objectif à ces cérémonies. Il s’agit tout d’abord d’une occasion de réclamer au gouvernement ce qui n’aurait pas encore été mis en œuvre, alors que le FMLN affirme avoir rempli toutes ces obligations - c’est à cette logique de récrimination que le gouvernement entend répondre en mettant fin aux commémorations. Il s’agit ensuite de transformer cette occasion en un moment qui permet de rappeler la continuité entre la lutte armée et la participation aux élections à travers la thématique de la mobilisation. Le FMLN réussit à faire le lien entre ces deux aspects en affirmant que les politiques néo-libérales du gouvernement actuelles vont contre les dispositions des Accords de paix, et qu’il convient dès lors de s’y opposer. Le rappel du passé est ainsi utilisé par le FMLN pour nourrir son l’évolution contemporaine.


À cette thématique de la mise en œuvre tronquée vient se rajouter dans les discours récents, celle du retour en arrière. Ainsi dans le discours de 2005, le FMLN dit que en matière électorale « non seulement l’objectif (de la démocratisation) ne s’est pas réalisé, mais en plus le peu que lequel il y avait eu des avancées est aujourd’hui en frange régression (...) ce que nous avons vu le dernier 21 mars est la démonstration la plus évidente d’une claire violation de cet engagement » et

---

affirme que « les Accords ont mis fin à la dictature militaire : nous sommes aujourd'hui dans un régime dictatorial civil et dans une forme de gouverner autoritaire. Les institutions créées ou réformées par les Accords ne sont pas parvenues à une maturité institutionnelle à cause de la perversité du système politique au service du parti ARENA » (2005)9. L'action du gouvernement mettrait en danger l'une des principales réussites de l'Accord : « Il est important de rappeler que dans le pays, à l'issue des Accords, de nouvelles règles du jeu ont été construites, que la Constitution a été réformée, mais Arena a mis en œuvre des mécanismes autoritaires qui ont fait régresser le processus de démocratisation initié à l'occasion de la signature des Accords de paix » (2006). Cette thématique du retour en arrière permet au FMLN de montrer que le gouvernement a aurait réalisé une « contre-réforme » aux Accords de paix, tant les législations adoptées depuis orientent le pays vers un autre voie : « lorsque nous affirmons qu'Arena a abandonné le chemin de la démocratisation, nous nous référons aux changements qu'Arena a introduits à l'esprit des Accords de paix. Arena a lancé une contre-réforme à l'Accord de paix » (2006).

Or si l'usage de cette rhétorique de la récrimination est toujours fréquent, ce n'est pas seulement par un attachement au respect des engagements des deux parties. C'est surtout parce que la direction du parti entend élargir cette question à la critique plus large des politiques néo-libérales du gouvernement. Dans sa position de principal parti d'opposition, la référence aux Accords permet de parler d'une légitimité incontestable la critique : « avec la signature des Accords de paix commençait une transition qui a généré de grandes espérances et attentes au sein du peuple salvadorien, mais une autre transition, imposée au pays de manière unilatérale et arbitraire, s'est appropriée l'espace : la mise en œuvre du modèle et de la politique néo-libérale » (2002). Dans l'argumentation du FMLN, non seulement les mesures néo-libérales adoptées par le gouvernement sont attentatoires à ses engagements, mais en plus elles approfondissent les conditions socio-économiques qui avaient conduit au conflit armé : « cette autre transition, la néo-libérale, imposée par Arena à la marge de l'Accord de paix et en violant les engagements qui étaient les siens, a précipité notre pays dans une récession économique » (2002). Au nom de sa qualité de signataire des Accords, et face à l'abandon par le gouvernement de cette commémoration, le FMLN s'ériège en gardien exclusif du message porté par ces textes.

Or le lien entre la situation antérieure à 1992, celle du conflit armé, et le présent est établi par la continuité de la mobilisation : « les événements, exprimés dans des politiques et des actions non consultées, impopulaires, et à de nombreuses reprises en violation de la loi et de l'esprit des Accords de paix, de la Constitution et de la loi, ont mis trop rapidement fin à l'illusion que la paix

9 Le discours se réfère aux élections présidentielles du 21 mars 2004 qui se sont traduites par une victoire du candidat d'ARENA, Antonio Saca, contre celui du FMLN, Shafick Handal. Dans un premier temps ce dernier a refusé de reconnaître sa défaite au nom du fait que de très nombreuses irrégularités pendant le scrutin entraîneraient sa sincérité.

Contrairement au gouvernement, le FMLN continue à manier avec fréquence la référence aux Accords de paix. Il ne s’agit pas, ou en tous cas pas seulement, d’une invocation rituelle à un moment clef dans l’histoire de cette organisation. Comme le montre l’analyse de la rhétorique argumentative des discours prononcés à l’occasion des commémorations de la signature de la paix, l’invocation de ce passé sert avant tout à mettre en avant ce qui caractérise aujourd’hui le projet et l’identité militante du parti, la continuité entre le projet révolutionnaire de l’organisation armée et l’action du parti qui en est issu, qui est affirmée à travers une rhétorique de la mobilisation politique et sociale. Sa position dans le paysage politique du pays, à la fois signataire des Accords et principal parti d’opposition, lui permet d’utiliser d’autant plus cette argumentation.

Au Salvador, les Accords de paix entendent mettre fin à la guerre civile, marquée par le recours de la violence par tous les acteurs en présence. La principale garantie de leur succès était la transformation de la guérilla en parti politique et sa participation aux élections. Or, près de quinze ans après la signature de la paix, les partis qui se sont affrontés par les armes puis ont négocié la fin de ce conflit dominent toujours la politique salvadorienne, sans que chacun ait pour autant renoncé à son projet politique. Dans les Accords de paix en tant que tels, le processus d’euphémisation de la violence, en tant que manifestation concrète du conflit armé, peut être compris comme une volonté d’imposer un cadre neutre pour que des acteurs politiques radicaux n’aient pas la possibilité d’y imposer leur cadre d’interprétation. Or l’analyse des discours des acteurs évoquant la signature de la paix permet de voir comment des acteurs politiques se réfèrent à ce qui a été leur trajectoire, et en particulier le recours à la violence armée. Le cas de l’ancienne guérilla, la seule à manifester encore
une référence aux Accords de paix, est tout à fait caractéristique : la violence armée y est considérée comme le moyen qui a été mis au service d’un projet radical dans un contexte particulier. Ni la période de la guerre civile, ni la négociation de la paix n’ont signifié pour elle une dénaturation de son projet. Mais désormais, c’est l’appel à une mobilisation politique et sociale qui permet d’exprimer cette radicalité.

Références

Résumé
La guerre civile au Salvador (1980-1992) a pris fin par une négociation entre le gouvernement et la guérilla du FMLN. L’analyse des textes des Accords de paix montre une stratégie implicite d’euphémisation de la violence pour ne pas donner prise à une interprétation partisane des textes. Or les discours de célébration lors de la signature de la paix permettent de voir l’imposition de mémoires partisanes particulières du processus de paix. Les discours de commémoration lors des anniversaires des Accords de paix les plus récents confirment cette idée : les Accords servent désormais de références pour légitimer la critique de l’adversaire, non pour construire une unité nationale.

Resumen
La guerra civil en El Salvador (1980-1992) se terminó mediante una negociación entre el gobierno y la guerrilla del FMLN. El análisis de los textos de los Acuerdos de paz muestra una estrategia implícita de neutralización de la violencia para no dar la posibilidad a una interpretación partidaria de los textos. En cambio los discursos de celebración en la ceremonia de la firma de la paz muestran como se construyen progresivamente memorias partidarias del proceso de paz. Esto se confirma en los discursos de conmemoración en los aniversarios más recientes de los Acuerdos, pues estos sirven hoy en día como base para legitimar la crítica del adversario, no para construir una unidad nacional.

Abstract
The civil war in El Salvador (1980-1992) was concluded by a negotiated settlement between the government and the guerrilla of the FMLN. The analysis of the peace agreements shows an implicit strategy of neutralization of the violence. This is aimed to limit a partisan interpretation of the peace agreements. But the discourses pronounced in the ceremony of peace agreement shows how partisan memories are progressively built. This process is confirmed in the most recent discourses.
of annual commemoration of the peace agreements. The texts are evoked nowadays as a source of legitimating political criticism, not as a base for celebrating national unity.

**Mots-clés**

Accords de paix – Commémoration – Guerre civile – Violence – Salvador

Acuerdos de paz – Conmemoración – Guerra civil – Violencia – El Salvador

Peace agreements – Commemoration – Civil war – Violence – El Salvador